

STRATEGIE DE DESENGAGEMENT Water Trucking DINEPA-ACF

Cette note vise à compléter le plan de désengagement qui précise site par site la situation en terme d'approvisionnement.

1- STRATEGIE

Depuis le 17 mai 2010, ACF a repris officiellement le **service de livraisons d'eau potable et gratuite** sur la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince. Ce service avait été mis en place par la DINEPA au lendemain du tremblement de terre, le 12 janvier 2011.

Ce projet était financé jusqu'au 31 décembre 2010 par ECHO. Il a été reconduit à partir du 1^{er} janvier 2011 jusqu'au 15 avril 2011 en raison du déclenchement de l'épidémie de choléra le 21 octobre. Cela fait donc près de 14 mois que le projet se poursuit.

Ce projet a ciblé jusqu'à **156 sites d'hébergement ou zones d'habitation en août 2010** répartis sur les communes de Port-au-Prince : Tabarre, Croix-des-Bouquets, Delmas, Port-au-Prince, Pétionville, Carrefour et dans une moindre mesure, Cité Soleil. Ces sites sont gérés par des partenaires WASH qui sont responsables des activités suivantes :

- identifier des interlocuteurs qui seront les intermédiaires sur place entre le partenaire et l'équipe ACF ;
- suivre la qualité de l'eau dans le stockage (bladder, tank ou autres) et assurer la maintenance des structures de stockage
- identifier des stratégies alternatives aux livraisons d'eau gratuite afin de mettre en place des sources d'accès à l'eau plus durables.

Ces partenaires sont : Action Contre la Faim, ACTED, Solidarités, SOIL, Project Concern International, Plan International, Secours Islamique France, American Refugee Committee, GOAL, Catholic Relief Services.

Sur d'autres sites, l'équipe travaille directement avec les comités d'hébergement et fait un suivi plus étroit. Cela représentait 43% des sites approvisionnés en août 2010.

Les livraisons d'eau gratuites n'étant pas une activité pérenne, la stratégie est de mettre en place au plus vite des sources d'accès à l'eau plus durable, et de reprendre les mécanismes qui existaient avant le tremblement de terre dont le principe était l'eau payante. Ainsi, l'axe principal de ce projet vise à **faciliter la transition d'une activité d'urgence vers un projet plus long terme** qui garantit une source d'accès à l'eau pérenne en prenant en charge la gestion directe de ce service sous forme de sous-traitance.

Le projet repose donc sur une **réduction progressive des livraisons d'eau** dans les sites d'hébergement au fur et à mesure que les partenaires mettent en place les options plus durables sur la base des documents et des discussions organisées par le Cluster WASH **en lien avec la DINEPA**. A ce titre, une personne d'ACF s'est impliquée auprès de la coordination « Beyond Water Trucking » afin d'apporter un soutien méthodologique non seulement aux partenaires directement impliqués dans ce projet mais aussi aux autres partenaires.

2- PLAN DE COMMUNICATION

La perspective de l'arrêt des livraisons a été globalement communiquée dès le début du projet lors des premières visites terrain et des premières participations aux réunions en mai et juin 2010.

Nos **interlocuteurs** sont :

- les partenaires du projet : ONG et comités locaux d'hébergement
- les mairies
- les membres du Cluster WASH

- la population vivant sur les sites
- la DINEPA
- Les agents de la DINEPA présents dans chaque commune

Les **forums de discussion** sont :

- la réunion du Cluster WASH et le SAG
- les réunions municipales du Cluster WASH
- les réunions du Sous-Groupe Eau « Beyond Water Trucking »
- les réunions avec les partenaires du projet – bilatérales ou générales

A partir du mois de la fin du mois de février, un ciblage spécifique des sites sans partenaire WASH a été fait afin d'organiser une **communication régulière générale** auprès du comité et dans une plus large mesure auprès de la population de la zone pour les sensibiliser. De manière générale, la population ne manifeste pas de ressentiment par rapport à ce désengagement et n'est pas totalement réfractaire au système de l'eau payante¹.

Une réunion a eu lieu avec les partenaires du projet le 15 février 2010 pour discuter de la planification du désengagement sur leurs sites.

3- METHODOLOGIE DU DESENGAGEMENT

A partir du mois d'août 2010, un formulaire d'évaluation a été établi ainsi qu'une grille d'analyse du retrait. Les principales informations relevées reprennent les thèmes suivants :

- Livraisons d'eau faites par le projet DINEPA-ACF : temps de vidange, gratuité de l'eau livrée
- Qualité de l'eau : taux résiduel de chlore, chloration à domicile
- Déplacement de population : zone de retour, risque d'éviction
- Sources d'accès à l'eau : évaluation totale des autres sources d'accès à l'eau et des points GPS
- Intervention d'autres acteurs dans la zone

L'évaluation ne comprenait pas seulement le site où était installé le bladder mais toute la zone alentour dans un rayon de 10 minutes à pied. Sur la base de ces documents méthodologiques, des évaluations ont été conduites sur les sites et ont ciblé en priorité les sites sans partenaire WASH. L'objectif principal était d'avoir un aperçu des sources d'accès en eau sur la zone et de s'assurer que l'eau livrée répondait effectivement à un besoin.

Sur la base d'évaluation, 3 axes de désengagement ont été suivis :

- **Rationalisation des tournées**

L'identification d'autres points de distribution dans la zone a permis de mener une discussion avec les personnes focales – comité local d'hébergement afin de rationaliser les tournées et de maximiser les tournées. Ainsi, selon l'intégration de la population dans le quartier et selon les autres sources d'accès à l'eau, des sites d'approvisionnement ont été arrêtés en coordination avec le comité local d'hébergement et/ou le partenaire WASH. Parfois, les interventions étaient sur le même site d'hébergement. Dans ce cas précis de doublon, une coordination a été faite avec le partenaire WASH concerné pour lui transférer la responsabilité des livraisons et l'inclure comme une branche supplémentaire des activités WASH.

- **Arrêt des livraisons :**

Les livraisons ont été arrêtées sur certains sites en septembre et en octobre 2010. Les informations ont été partagées à chaque fois avec les partenaires par mail et lors des réunions municipales. Les sites qui ont été arrêtés en novembre et décembre l'ont été en raison de la fermeture des sites et du déplacement de population. A partir de janvier 2011, le processus de désengagement a repris progressivement. Les partenaires ont été informés de cette situation ainsi que tous les membres du Cluster WASH.

¹ Cf les évaluations faites par Oxfam GB et ACF en 2010

Mois	Nombre de sites concernés	Nombre de livraisons par jour
Septembre 2010	14	12,5
Octobre 2010	14	16
Novembre 2010	3	2,5
Décembre 2010	3	4
Janvier 2011	6	5,5
Février 2011	10	15
TOTAL	50	55,5

▪ **Diminution des livraisons**

Selon les discussions, les livraisons ont diminué sur certains sites. Par exemple, sur la commune de Tabarre, à partir du mois de mars, les livraisons ont été effectuées sur la plupart des sites une fois tous les deux jours. Le but était de préserver une présence minimum dans ces zones pour maintenir un accès à l'eau potable dans le cadre de la prévention du choléra.

Cette stratégie a été suivie sur environ 15 sites en vue de préparer progressivement la sortie des livraisons d'eau

4- STRATEGIE DU DESENGAGEMENT

A présent, dans la **phase finale du projet**, un plan de désengagement rigoureux a été mis à jour au fur et à mesure des travaux. Il résulte de diverses actions :

- réunions bilatérales et suivis individuels de chaque ONG au nombre de 10
- réunions avec les comités d'hébergement

Les discussions se sont appuyées sur :

- les évaluations faites par l'équipe du projet et la connaissance de la zone acquise tout au long du projet
- du suivi individuel fait régulièrement avec les ONG partenaires depuis le début du projet
- des évaluations faites par les ONG elles-mêmes
- les informations diffusées pendant les Cluster WASH

L'objectif est donc d'étudier au cas par cas les 112 sites restants et d'établir la liste des sites qui ont besoin d'un soutien plus long en termes d'approvisionnement en eau. Sur ces 112 sites, 51 sites seront arrêtés au 31 mars. Cela concerne les cas suivants :

- l'eau distribuée par le projet DINEPA-ACF est revendue par la population ou une mauvaise gestion est faite par les membres du comité
- des initiatives privées sont en place dans la zone – revente d'eau publique ou achat de camions-citernes pour remplir les réservoirs privés
- Accès à l'eau via les fontaines publiques ou les pompes à bras analysées par l'équipe
- Soutien apporté par le projet auprès de comités intéressés pour instaurer leur propre système de gestion de l'eau à travers des livraisons subventionnés (un cas)
- Eviction par le propriétaire soit de la population vivant sur le site soit de la structure de stockage

Entre le 1^{er} et le 15 avril, les sites qui seront encore soutenus seront dans les cas suivants :

- Processus de transition en cours par le partenaire qui souhaite un soutien pour 15 jours (Ti Trou – Nazon). Selon la situation, une diminution des livraisons peut être envisagée dans les zones moins vulnérables (Christ Roi).
- Zone en attente de connexion à l'alimentation publique (zone de Debussy, Croix-Deprès, Trou Sable)

- Zone complexe où le désengagement des livraisons d'eau gratuite est à suivre de manière progressive en impliquant d'autres acteurs comme Cluster Shelter, Cluster Camp Management et la DINEPA

Au total, 53 sites gérés par les partenaires WASH seront soutenus sur cette période et 5 sites gérés par les comités locaux seront suivis.

5- SUIVI DU DESENGAGEMENT

- Dans la mesure du possible, un suivi sera effectué de manière aléatoire pour voir comment évoluer la situation sur les zones où les livraisons d'eau gratuites ont été arrêtées.
- Ce suivi pourra être complété par le travail des agents de la DINEPA et d'OIM dans les camps

La planification de la réduction des livraisons est à l'ordre du jour depuis le mois de septembre. L'objectif est d'adapter au maximum les livraisons d'eau gratuites aux besoins sans perturber les mécanismes qui se développent depuis juin 2010. Cela nécessite un suivi au cas par cas des sites. Les zones d'intervention sont différentes l'une de l'autre et les sources d'accès à l'eau sont multiples. Le projet n'a pas vocation à répondre à des besoins structurels qui existaient avant le tremblement de terre et il n'est plus pertinent d'intervenir désormais dans les livraisons d'eau gratuites générales. Les projets de déplacement de population vers des zones de retour et de relocalisation se mettent progressivement en place. L'enjeu est à présent de faciliter l'accès durable à l'eau dans ces nouvelles zones.